



Comprendre la crise au Moyen-Orient : éléments historiques et géographiques

L'histoire et la géographie éclairent les origines et les enjeux des conflits. Elles aident à rendre intelligible une actualité mouvante, à la saisir dans ses continuités et ses ruptures. Les développements de la crise ouverte par l'attaque américano-israélienne du 28 février 2026 demeurent largement imprévisibles, mais les éléments rassemblés ici peuvent aider à les comprendre.

1– Une région énergétique d'intérêt mondial

Le golfe Persique, une mer épicontinentale riche en hydrocarbures

Le golfe Persique est une mer bordière ou une mer épicontinentale peu profonde (moins de 200 m.). Bordé par l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Iran, l'Irak, le Koweït, Oman, le Qatar, le golfe Persique est riche en hydrocarbures (pétrole et gaz) du fait de sa structure géologique. Il abrite entre 40 % et 50 % des réserves prouvées, mais surtout son niveau de production lui permet d'assurer entre 20 et 25 % des exportations mondiales de pétrole et de gaz naturel. Ces exportations sont pour plus de 75 % destinées à l'Asie, notamment à la Chine. Il joue donc un rôle important dans un trafic d'hydrocarbures mondialisé.

Les hydrocarbures sont une clé d'explication de l'attention portée et de la présence d'acteurs étatiques extérieurs au Moyen-Orient dans cette région depuis le début du XX^e siècle.

Pour une vision claire des enjeux liés au pétrole au Moyen-Orient, voir *l'Atlas historique du Moyen-Orient*, p. 130-131, Christian Grataloup, Vincent Lemire, 2025, Les Arènes – L'Histoire

La faiblesse du golfe Persique est son accès très contraint au golfe d'Oman qui ouvre sur la mer d'Arabie et, au-delà, sur l'océan Indien où les grandes routes commerciales se déploient, qu'il s'agisse des routes des hydrocarbures, des céréales ou des biens manufacturés transportés sur les porte-conteneurs.

Le détroit d'Ormuz : un verrou stratégique dans un monde maritimisé

Le golfe Persique est un cul-de-sac qui communique avec le golfe d'Oman par le détroit d'Ormuz, c'est-à-dire « *un passage maritime exigü entre deux terres faisant communiquer deux mers* » (N. Fau, Géoconfluences). Un détroit est sous la responsabilité des pays riverains, qui doivent en assurer la protection.

Le détroit d'Ormuz est soumis à la fois au droit coutumier non écrit et à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (ratifiée par Oman, signée, mais non ratifiée par l'Iran). Oman et l'Iran exercent donc une co-souveraineté sur cet espace où en principe (y compris par le droit coutumier) un passage en transit est autorisé.

Le détroit d'Ormuz a une double particularité liée à sa géographie :

- son étroitesse : moins de 55 km, dont une dizaine seulement sont considérés comme sûrs par leur profondeur (eu égard au tirant d'eau des navires). Le passage des navires se fait au sein de deux « rails » de 3,5 km de large, l'un entrant, l'autre sortant. Ce système a été mis en place dans les détroits majeurs suite à des catastrophes comme celle de l'Amoco Cadiz (1978). Cela est particulièrement important dans ce détroit, parfois qualifié « d'autoroute du pétrole ».
- s'il est possible de contourner de nombreux détroits (au prix d'un allongement du temps de transport et donc d'un accroissement des coûts), il n'y a pas d'alternative maritime au détroit d'Ormuz. Deux pays seulement ont développé des oléoducs permettant d'évacuer une partie de la production. L'Arabie saoudite a construit dès 1981 « Petroline » entre le champ pétrolier de Ghawar et le port de Yanbu. Les Émirats arabes unis ont construit en 2012 le « Abu Dhabi Crude Oil Pipeline » entre les gisements pétrogaziers de Habshan et le port de Foujeira dans le golfe d'Oman. Cependant ces deux oléoducs ne permettraient au mieux d'évacuer que 7 à 9 millions sur les 20 000 millions de barils qui transitent quotidiennement par le détroit d'Ormuz. De plus, le port de Yanbu est situé sur la mer Rouge, ce qui suppose pour rallier l'Asie de franchir le détroit de Bab el-Mandeb, autre zone de tensions en raison d'une menace importante de la part des rebelles Houthis du Yémen.

Pour une cartographie des enjeux géopolitiques autour du détroit d'Ormuz, voir [Les passages stratégiques maritimes et sécurité énergétique européenne : bouleversements géopolitiques et stratégies de mitigation](#), p. 21, IRIS France, Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques, 2025.

Le trafic ne se limite pas aux hydrocarbures, mais concerne aussi les engrais (dont la production est très étroitement liée au pétrole et au gaz naturel). Entre 20 et 30 % des exportations maritimes d'engrais réalisées par les pays arabes du Golfe transitent par le détroit d'Ormuz. À cela s'ajoutent les importations, notamment agricoles et de biens de consommation, des pays du Golfe, principalement de la rive sud au regard de leur dépendance à ces produits.

Les infrastructures pétrolières, tout comme les usines de dessalement de l'eau de mer (fondamentales dans cette région désertique), sont des infrastructures stratégiques susceptibles de devenir des cibles pour les frappes iraniennes.

2– L'Iran, un pays à part dans cet ensemble

La rupture politique et géopolitique de 1979

La révolution iranienne de 1979 aboutit à la mise en place d'une théocratie¹, où le pouvoir repose sur la religion d'État, le chiisme duodécimain. Ce régime fait rapidement figure de modèle au sein du courant islamiste², au-delà de l'islamisme chiite, ce qui lui confère un rayonnement international. L'ambition d'expansion de ce modèle révolutionnaire est présente dans la Constitution entrée en vigueur en décembre 1979, qui affirme préparer « *la voie de la continuité de cette révolution à l'intérieur et à l'extérieur du pays, en particulier dans le développement des relations internationales avec d'autres mouvements islamiques et populaires* », et s'efforcer « *d'aplanir la voie pour la constitution d'une communauté universelle* ». C'est en partie parce qu'il craint la contagion révolutionnaire, dans un Irak où les chiites sont majoritaires, que Saddam Hussein décide d'attaquer l'Iran en septembre 1980, lançant une guerre qui durera jusqu'en août 1988, fera plus d'un demi-million de morts et renforcera le lien entre le nouveau régime iranien et la nation.

¹ [Guide suprême, président : comment fonctionne le pouvoir en Iran ?](#) – Lumni

² [La montée de l'islamisme au Moyen-Orient](#) - Lumni.

Le régime du chah Mohammad Reza Pahlavi, au pouvoir de 1941 à 1979, était proche des États-Unis depuis 1949 et avait reconnu Israël en 1950 (il fut le second pays à majorité musulmane à le faire après la Turquie). En 1953, les services secrets états-uniens et anglais avaient mené une opération de déstabilisation aboutissant à la chute du Premier ministre Mossadegh, qui voulait nationaliser l'industrie pétrolière iranienne. Le régime autoritaire du chah, réprimant ses opposants communistes et islamistes, avait lancé en 1963 la « révolution blanche » qui visait à moderniser un pays dont les principaux alliés étaient les États-Unis et Israël.

L'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny en 1979 marque un renversement complet : à la différence du régime précédent, le nouveau pouvoir ne reconnaît plus le droit d'Israël à l'existence et appelle à sa destruction. Il s'oppose violemment aux États-Unis, ce qui est manifeste lors de la prise d'une cinquantaine d'otages, dont de nombreux diplomates, dans l'ambassade américaine à Téhéran, de novembre 1979 à janvier 1981. Cet épisode a marqué durablement les États-Unis.

L'influence iranienne au Moyen-Orient

L'influence du nouvel Iran au Moyen-Orient s'impose progressivement et s'insère dans des conflits préexistants ou de nouveaux conflits³ : le conflit israélo-palestinien, la guerre civile libanaise (1975-1990), la guerre civile en Syrie (2011-2024) où les milices chiïtes soutiennent Bachar-el-Assad, et joue de deux ressorts : l'hostilité à Israël sur des bases islamistes et la solidarité chiïte. La stratégie iranienne est ainsi de soutenir et développer des « proxys⁴ », factions qui agissent pour son compte dans la confrontation avec Washington et Israël, tout en conservant une marge d'autonomie.

Au Liban, le Hezbollah naît en 1982, lors de l'invasion par Israël du Sud-Liban, et publie sa charte en 1985⁵. Ses attentats contre le quartier général de l'armée israélienne au Sud-Liban en 1982, puis contre les quartiers généraux états-uniens et français en 1983 marquent l'irruption d'un nouvel acteur pleinement identifié en 1985. Menant sa propre politique étrangère sans se soumettre au gouvernement libanais, procédant à des tirs de roquette contre Israël, il suscite la guerre israélo-libanaise de 2006.

Certaines des milices chiïtes en Irak, actives depuis la chute de Saddam Hussein provoquée par la seconde guerre du Golfe (2003) sont des proxys, ainsi que les Houthis au Yémen.

Le mouvement Ansar Allah, dénommé « houthi » en raison de l'origine tribale de ses premiers dirigeants, a lancé en 2004 une insurrection chiïte contre les autorités yéménites, qui a abouti à partir de 2014 à une véritable guerre civile. L'Arabie Saoudite a bâti en 2015 une coalition contre les Houthis, comprenant quinze pays, dont les Émirats arabes unis et l'Égypte. Outre la rivalité chiïte/sunnite, l'Arabie Saoudite est globalement hostile à l'islamisme, en lequel elle voit un facteur de désordre qui s'oppose à sa politique étrangère pragmatique, tournée vers les États-Unis, d'où une rivalité structurelle avec l'Iran.

Enfin, parmi les mouvements soutenus par l'Iran en milieu sunnite, il faut compter chez les Palestiniens le Hamas et le Jihad islamique. Au moment où l'OLP, à partir de 1988, se dirige vers la reconnaissance de l'État d'Israël, le Hamas, branche palestinienne des Frères musulmans, se rapproche de l'Iran, tandis que le Jihad islamique rassemble depuis 1981 une partie de militants issus des Frères musulmans séduits par la révolution iranienne. Les deux mouvements sont impliqués dans l'attaque terroriste du 7 octobre 2023.

³ Voir l'entretien du 27/02/2026 avec Ross Harrison, Yasmina Asrarguis, David Khalfa, « [États-Unis-Iran, la diplomatie ou la guerre ? L'Iran post-7 octobre entre mutation et continuité stratégique](#) ».

⁴ L'expression « proxy » vient de l'expression « proxy war », « guerre par procuration ». Elle désigne des États ou des factions qui mènent des conflits pour le compte d'un autre État.

⁵ Charte traduite et publiée dans Dominique Avon, Anaïs-Trissa Khatchadourian, *Le Hezbollah : de la doctrine à l'action, une histoire du "parti de Dieu"*, Paris, Seuil, 2010.

La question nucléaire

Outre cette stratégie d'influence et de guerre par procuration, l'Iran a voulu développer sa puissance nucléaire.

L'accès au nucléaire civil était entamé avant la Révolution, avec le chantier de la centrale nucléaire de Bouchehr. En 1968, l'Iran figurait parmi les signataires du Traité sur la non-prolifération nucléaire. Les années 2000 voient de nombreuses tensions liées à la question de l'enrichissement de l'uranium qui permettrait l'accès à l'arme nucléaire ; les dirigeants israéliens sont particulièrement inquiets de cette perspective, les dirigeants iraniens ayant à plusieurs reprises appelé à la destruction d'Israël.

Le Conseil de sécurité de l'ONU négocie à partir 2013 avec les autorités iraniennes, et l'accord de Vienne est conclu en juillet 2015. Ses signataires sont l'Iran, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, l'Allemagne et l'Union européenne. Cet accord marque un succès du multilatéralisme. Il lève les sanctions qui avaient été imposées à l'Iran, permet le développement du nucléaire civil et prévoit un encadrement pour empêcher l'accès au nucléaire militaire. Cependant, il est dénoncé en 2018 par le président Trump qui effectue alors son premier mandat.

Le tournant de 2023-2025 : fragilisation de l'Iran et crise du multilatéralisme

L'attaque terroriste du 7 octobre 2023 menée par le Hamas et le Jihad islamique palestiniens contre Israël ouvre une période de bouleversement profond des équilibres au Moyen-Orient et d'explosion de la violence.

Le Hamas et le Jihad islamique sont deux « proxys » iraniens, quand bien même il n'y a pas de preuve d'une participation de l'Iran à la planification de l'attaque. La réplique israélienne aboutit à l'écrasement du Hamas, tandis que le Hezbollah est massivement frappé d'octobre 2023 à novembre 2024, en perdant le 27 septembre 2024 son leader historique, Hassan Nasrallah. Ces revers pour l'influence iranienne au Moyen-Orient sont accrus au mois de décembre 2024 avec la chute de Bachar El-Assad, qui marque la fin de l'influence de l'Iran sur l'État syrien. L'Iran paraît donc très affaibli au début de l'année 2025.

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis d'Amérique le 5 novembre 2024 joue un rôle majeur dans le développement de la crise du Moyen-Orient. Durant son premier mandat (2016-2020), il avait dénoncé l'accord de Vienne et misait sur une alliance entre les pays du Golfe et Israël pour garantir la sécurité de l'État hébreu, ce qui avait abouti aux accords d'Abraham (2020), traités de paix entre Israël et les Émirats arabes unis d'une part, entre Israël et Bahreïn d'autre part.

Défiant vis-à-vis du multilatéralisme, indifférent au droit international, Donald Trump lance d'abord des négociations bilatérales avec l'Iran sur la question nucléaire, en avril 2025, avant de mener avec Israël la « Guerre des Douze Jours » (13-25 juin 2025), vague de bombardements destinée à anéantir le programme nucléaire iranien. Les États-Unis ne sont dès lors plus soucieux de modérer la politique du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le seul désaccord entre les deux alliés portant sur la durée des opérations, le dirigeant américain souhaitant que cette durée soit brève.

L'affaiblissement du rayonnement régional de la République islamique d'Iran ne fait pas de doute. Le régime connaît aussi une vague de contestation à partir du 28 décembre 2025 et jusqu'à la fin du mois de janvier 2026, avec des manifestations très durement réprimées. Il reste cependant très difficile de mesurer la fragilité du régime qui s'appuie sur des organes répressifs très puissants⁶.

⁶ Voir [l'audition de l'historien Pierre Rezoux au Sénat](#) le 4 mars 2026.

3– Les conséquences de l’attaque du 28 février 2026

Vers un affrontement global ?

Les opérations lancées par les États-Unis d’Amérique et l’État d’Israël le 28 février 2026 posent la question des buts de guerre : quels sont-ils, en particulier du côté américain ? Les deux partenaires ont-ils les mêmes ? Ce qui est certain, c’est que l’Iran mobilise l’ensemble de ses proxys encore disponibles et jette toutes ses forces dans la bataille.

L’extension potentielle du conflit se joue donc à quatre niveaux.

Le premier est la zone où opèrent des proxys iraniens : Liban, Irak, Yémen.

Le deuxième est l’ensemble des pays du Golfe. Déjà, le 9 septembre 2025, Israël avait frappé le siège du Hamas à Doha, au Qatar⁷. Des drones et missiles iraniens ont visé depuis le début de l’offensive Bahreïn, l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. La perturbation du trafic dans le détroit d’Ormuz les concerne également fortement.

Le troisième est celui des intérêts des pays traditionnellement alliés aux États-Unis, mais qui n’ont pas été consultés avant le déclenchement du conflit. Leur présence dans la région ne leur permet pas d’être à l’écart du conflit et de ses implications. Il en va ainsi de la France : la présence française dans la région est liée d’une part à l’opération Chammal qui vise à lutter contre les groupes armés terroristes en Irak (Chammal fait partie de Inherent Resolve⁸ qui rassemble 80 pays) et d’autre part aux accords de défense entre la France, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis.

Le quatrième est celui des adversaires traditionnels de la puissance américaine et de ce qu’on appelle le « Sud global⁹ ». Vladimir Poutine a assuré le nouveau guide suprême iranien Motjaba Khamenei, le 9 mars 2026, d’un « soutien sans faille à Téhéran » ; la Chine a beaucoup investi au Moyen-Orient et est concernée par l’augmentation des prix du pétrole si celle-ci dure.

Des pays riverains qui ont diversifié leurs économies ce qui accroît les perturbations liées au conflit actuel

Les hydrocarbures restent la base économique des pays du golfe Persique, notamment les membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG, soit Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar), ce qui explique la montée des cours des hydrocarbures dans le monde entier.

Cependant, depuis près de 20 ans, on assiste à une diversification des économies financée par la manne pétrolière.

Elle repose sur un développement de l’industrie (aluminium en plus de la pétrochimie) et surtout des services, notamment la finance, la logistique, l’immobilier, le commerce et le tourisme de luxe. Trois grandes compagnies aériennes à l’échelle mondiale, Emirates, Qatar Airways et Etihad ont développé de gigantesques hubs, respectivement à Dubaï, Doha et Abu Dhabi, qui sont aujourd’hui fortement affectés par les restrictions du trafic aérien dues au conflit. Eu égard à la fonction de hub à l’échelle mondiale, cela a des répercussions fortes sur le trafic mondial : le 1^{er} mars 2026, par exemple, 1500 vols ont été annulés, soit 40 % du trafic régional, provoquant des retards pour 9600 vols dans le monde. Au même moment, les routes Europe-Asie ont été allongées de deux heures. Cela contraint de plus en plus les trajets aériens transcontinentaux, notamment entre l’Europe et l’Asie, le survol de la Russie étant déjà prohibé.

⁷ Le Qatar était un très important soutien du Hamas, avec la tolérance des autorités israéliennes avant le 7 octobre. Il jouait un rôle dans la négociation pour la libération des otages détenus depuis cette date. Le 29 septembre, le Premier ministre israélien a présenté ses excuses au Premier ministre qatari.

⁸ [L’opération Inherent Resolve](#) (OIR) est le nom de l’opération militaire américaine menée dans le cadre de la coalition internationale en Irak et en Syrie, à la fois en Irak et en Syrie.

⁹ Cf. Vincent Capdepu, « [Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ?](#) », site Géoconfluences.

4– Bibliographie

- Émilie Aubry, Frank Tétart, Pierre Blanc, 2024, *Le dessous des Cartes. La puissance et la mer*. Paris. Tallandier, Arté éditions.
- Jean-Paul Chagnollaude, 2023, *Atlas du Moyen-Orient. Aux racines de la violence*. Paris. Autrement. 3^e édition.
- Philippe Cadène, Brigitte Dumortier, 2011, *Atlas des pays du Golfe*. Paris. Presses de l'université Paris-Sorbonne, RFI.
- Christian Grataloup, Vincent Lemire, 2025, *Atlas historique du Moyen-Orient*. Paris. Les Arènes – L'Histoire.
- Philippe Pétriat, 2025, « Guerre et paix au Moyen-Orient ». *La Documentation photographique n° 8164*, mars. Paris. CNRS éditions.

5– Sitographie

- Sébastien Abis, 5 mars 2026, « [Ormuz : petit détroit, grandes secousses](#) », IRIS.
- Arte, 4 mars 2026, « [Le détroit d'Ormuz : quel blocage ?](#) », *Le dessous des cartes. L'essentiel*.
- Fleur Bouron, 6 mars 2026, BPI France – Laboratoire d'idées pour les PME-ETI, 23 octobre 2025, « [Diversification des pays du Golfe : une nouvelle ère d'opportunités ?](#) » *Le Flash éco*.
- DG Trésor, 13 mars 2026, « [Qui sème la guerre ne sème guère les engrais](#) ».
- Fleur Bouron, 6 mars 2026, « [Guerre en Iran : pourquoi le blocage du détroit d'Ormuz pourrait coûter très cher](#) ». *Les Échos*.
- France 24, « [Blocage du détroit d'Ormuz par l'Iran : quel impact sur l'économie mondiale ?](#) ».
- Morgane Gillard, 10 mars 2026, « [Pourquoi les pays du Golfe sont-ils si riches en pétrole ?](#) », *Futura*.
- Emmanuel Hache, 2 mars 2026, « [Le conflit en Iran fait ressurgir la peur des conséquences d'un blocage du détroit d'Ormuz sur l'économie mondiale](#) », IRIS.
- Florian Manet, 17 septembre 2021, « [Pourquoi le détroit d'Ormuz est-il un symbole des enjeux contemporains de la maritimisation de nos économies et sociétés ?](#) ». *La revue géopolitique*.
- Vie publique, 6 mars 2026, « [Le détroit d'Ormuz, verrou stratégique du golfe Persique](#) ».